

Vu le protocole n° 448 du 28 juin 2002 portant les conclusions des négociations menées en réunion commune du Comité sectoriel X et de la sous-section "Communauté flamande" de la section 2 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu le protocole n° 216 du 28 juin 2002 portant les conclusions des négociations menées au sein du comité coordinateur de négociation visé au décret du 5 avril 1995 portant création de comités de négociation dans l'enseignement subventionné libre;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les mesures à prendre afin d'organiser l'année scolaire 2002-2003 doivent être communiquées avant les vacances d'été aux écoles en question;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Enseignement et de la Formation;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'année scolaire 2002-2003, l'utilisation des périodes supplémentaires du capital-périodes d'enseignement prioritaire dans l'enseignement secondaire spécial est fixée à 95 %.

§ 2. Après application du pourcentage d'utilisation aux périodes supplémentaires du capital-périodes d'enseignement prioritaire, le nombre décimal est arrondi à l'unité inférieure.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002.

Art. 3. Le Ministre flamand compétent pour l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 juin 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le ministre flamand de l'Enseignement et de la Formation,
M. VANDERPOORTEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2002 — 2623

[C — 2002/29354]

13 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les fréquences, le contenu et les modalités des bilans de santé, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, notamment les articles 6, 9, 10 et 13;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 mars 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 mars 2002;

Vu l'avis de la commission de promotion de la santé à l'école, donné le 18 mars 2002;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 33.297/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de la Ministre ayant la Santé dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement du 13 juin 2002,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école;

2° Ministre : le Ministre ayant la Santé dans ses attributions;

3° parents : le ou les parents, ou la personne ou l'institution à qui la garde de l'élève mineur a été confiée, soit par les parents eux-mêmes, soit par une autorité publique;

4° fonctionnaire médecin : le fonctionnaire de l'inspection visé à l'article 25 du décret, chargé des missions médicales de cette inspection.

Art. 2. Les bilans obligatoires de santé, complets ou partiels, sont réalisés les années scolaires suivantes :

- dans l'enseignement maternel : en 1^{re} et en 3^e année;

- dans l'enseignement primaire : en 2^e, 4^e et 6^e année;

- dans le premier degré de l'enseignement secondaire : en 1^{re} accueil, en 1^{re} année complémentaire, en 2^e générale et en 2^e professionnelle;

- dans les deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire : en 4^e année, dans l'enseignement professionnel et dans l'enseignement technique de qualification, et en 5^e année, dans l'enseignement général et dans l'enseignement technique de transition;

- dans l'enseignement professionnel secondaire complémentaire : en 1^e année de la section "soins infirmiers";

- dans les centres de formation et d'éducation en alternance : la 1^{re} année de fréquentation de ce type d'enseignement, et ensuite tous les deux ans;
- dans l'enseignement spécial : la 1^{re} année de fréquentation de ce type d'enseignement, et ensuite tous les deux ans.

Le contenu et le lieu de réalisation des bilans visés à l'alinéa 1^{er} est précisé dans l'annexe.

Les modalités de pratique des bilans sont fixées par le Ministre.

Art. 3. Les bilans de santé supplémentaires spécifiques visés à l'article 6, § 2, du décret sont décidés par le médecin responsable du service ou par le médecin responsable de l'établissement scolaire désigné par la direction du centre.

Sans préjudice de l'application de l'article 6, § 2, du décret, ces bilans doivent être organisés pour les primo-arrivants, lorsque ceux-ci ne sont pas inscrits dans une année scolaire au cours de laquelle un bilan obligatoire complet est réalisé.

Les décisions visées à l'alinéa 1^{er} font l'objet d'une motivation écrite aux parents ou à l'élève majeur.

Le service ou le centre tient à disposition du fonctionnaire médecin les motivations des décisions visées à l'alinéa 1^{er}.

Le chef d'établissement est averti de l'organisation d'un bilan supplémentaire.

Art. 4. Le Ministre fixe le calendrier vaccinal, qui détermine les vaccinations à proposer aux parents ou à l'élève majeur pour chaque année scolaire pendant laquelle une vaccination de rattrapage est prévue à l'annexe.

Au cours des années scolaires visées à l'alinéa 1^{er}, avant la réalisation du bilan de santé, les parents ou l'élève majeur sont informés de la possibilité de faire effectuer par le service ou le centre les vaccinations de rattrapage fixées dans le calendrier vaccinal. Ces vaccinations sont effectuées lorsqu'une demande écrite a été transmise par les parents ou l'élève majeur.

Art. 5. La durée minimum des prestations affectées au suivi médical des élèves est de 70 %.

La durée minimum des prestations affectées à la mise en place de programmes de promotion de la santé et de promotion d'un environnement scolaire favorable à la santé est de 20 %. Pour le calcul de cette durée minimum, ces prestations entrent dans les attributions du personnel médical et du personnel infirmier, en ce qui concerne les services, et du personnel médical et paramédical, en ce qui concerne les centres.

Pour le calcul de ces durées minimum, on tient compte de l'ensemble de l'année scolaire et de l'ensemble du personnel.

Les données relatives au relevé de ces prestations sont reprises dans le rapport annuel visé à l'article 26 du décret.

Art. 6. § 1^{er}. Au début de chaque année scolaire, le service ou le centre informe les parents ou l'élève majeur de son action et de son rôle en matière de promotion de la santé à l'école.

Il transmet également les coordonnées des membres du personnel du service ou du centre attachés à l'établissement scolaire.

§ 2. Lors de la première inscription dans un établissement scolaire, le service ou le centre transmet aux parents ou à l'élève majeur un questionnaire à remplir afin de recueillir l'anamnèse médicale de base de l'élève, sur le plan personnel et familial.

Cette anamnèse est établie selon un modèle-type fixé par circulaire.

Elle contient au minimum les éléments suivants :

1° transmission des coordonnées parentales, de celles du médecin traitant et de celles du service de l'O.N.E. et du service de promotion de la santé à l'école qui a suivi l'élève précédemment;

2° antécédents familiaux et médicaux;

3° état des vaccinations;

4° autorisation d'administrer une chimioprophylaxie ou une vaccination, en cas d'extrême urgence lors d'une situation épidémique grave; cette autorisation reste valable jusqu'à ce qu'une anamnèse complémentaire soit demandée, conformément au § 3, sauf avis contraire des parents.

§ 3. Chaque année scolaire au cours de laquelle un bilan obligatoire est réalisé, le service ou le centre transmet aux parents ou à l'élève majeur un questionnaire à remplir afin de recueillir l'anamnèse médicale complémentaire de l'élève.

Cette anamnèse, établie selon un modèle-type fixé par circulaire, actualise les éléments visés au § 2, alinéa 3.

Art. 7. Les résultats et les conclusions de chaque bilan de santé sont consignés dans un dossier médical individuel, dont un modèle-type est fixé par circulaire.

Le médecin qui a procédé au bilan de santé en communique les conclusions aux parents ou à l'élève majeur et, en cas de suivi indispensable, au médecin traitant et au médecin du centre PMS, dans un délai de quinze jours maximum à dater du bilan.

Lorsque le bilan fait apparaître la nécessité d'un bilan psycho-médico-social, le médecin en informe les parents ou l'élève majeur lors de la communication des résultats du bilan.

Dans le délai visé à l'alinéa 2, il communique au directeur d'établissement les indications pratiques qui s'imposent afin de permettre aux élèves de participer aux cours dans les meilleures conditions.

Sur demande du centre psycho-médico-social compétent dans l'établissement, il communique également ces conclusions au personnel médical de ce centre.

Art. 8. Lorsqu'en application de l'article 13, §§ 1^{er} et 2, du décret, les parents ou l'élève majeur s'opposent au choix du service ou du centre, cette opposition est formulée par écrit et transmise au service ou au centre par lettre recommandée à la poste, au plus tard le 30 septembre.

Les parents ou l'élève majeur font pratiquer le bilan de santé par un autre service agréé ou par un autre centre, dans un délai de deux mois prenant cours à la date de l'envoi recommandé.

Le service ou le centre à qui a été confié le bilan en communique les résultats et les conclusions au service ou au centre auquel les missions de promotion de la santé à l'école ont été confiées par l'établissement scolaire.

Art. 9. Le médecin responsable d'un service ou le personnel médical du centre obtient sans délai le dossier médical ou des pièces de celui-ci, sur simple demande adressée au médecin responsable d'un autre service, au personnel médical d'un autre centre, ou au médecin de l'O.N.E. qui a suivi l'élève en consultation.

Le médecin visé à l'alinéa 1^{er} qui préfère ne pas transférer un dossier en fournit sans délai une copie, déclarée conforme à l'original.

Le service ou le centre qui a transmis un dossier conserve une trace de ce transfert.

Art. 10. Pour les années scolaires 2002-2003 et 2003-2004, les programmes de formation du personnel sont inclus dans le minimum de 20 % de prestations visé à l'article 5.

Art. 11. Le Ministre qui a la santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juin 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Annexe à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2002 fixant les fréquences, le contenu et les modalités des bilans de santé, en application de l'article 2, alinéa 2

I. Dans l'enseignement maternel.

A. 1^{re} maternelle.

Le bilan obligatoire de santé est un bilan partiel qui comprend :

- 1° le recueil de l'anamnèse médicale;
- 2° le bilan vaccinal;
- 3° le développement staturo-pondéral et établissement de la courbe de croissance;
- 4° l'examen sensoriel (vue et audition);
- 5° l'examen médical de la sphère ORL et bucco-dentaire;
- 6° le recueil des observations de l'enseignant à propos de la vie de l'élève à l'école.

Ce bilan est effectué pendant le 3^e trimestre de l'année scolaire.

Il peut avoir lieu soit dans les locaux du service, soit à l'école dans un local adéquat et permettant le respect de la confidentialité, sur demande écrite du service ou du centre à l'administration, après accord écrit de celle-ci.

B. 2^e maternelle

Pour les enfants n'ayant pas participé à un bilan partiel en 1^{re} maternelle, il sera procédé à un bilan partiel, dont le contenu est similaire au bilan réalisé en 1^{re} maternelle.

Il peut avoir lieu soit dans les locaux du service, soit à l'école dans un local jugé adéquat par le service ou le centre, et permettant la confidentialité.

C. 3^e maternelle

Le bilan obligatoire de santé est un bilan complet qui comprend :

- 1° le complément de l'anamnèse médicale et scolaire;
- 2° le bilan vaccinal;
- 3° l'examen biométrique : examen sensoriel (vue et audition), examen staturo-pondéral (courbe de croissance et indice de masse corporelle), analyse d'urines;
- 4° l'examen clinique complet;
- 5° l'évaluation de la maturation neuro-motrice;
- 6° le repérage des troubles éventuels du langage.

Le bilan est réalisé dans les locaux du service.

Une concertation est organisée par classe, pour chaque élève, avec le centre PMS compétent.

II. Dans l'enseignement primaire.

A. 1^{re} primaire

Pour les enfants n'ayant pas participé à un bilan complet en 3^e maternelle, il sera procédé à un bilan complet, dont le contenu est similaire à l'examen réalisé en 3^e maternelle.

Le bilan est réalisé dans les locaux du service.

B. 2^e primaire

Le bilan obligatoire est un bilan complet, qui comprend :

- 1° le complément de l'anamnèse médicale et scolaire;
- 2° le bilan vaccinal, avec rattrapage des vaccinations;
- 3° l'examen biométrique : examen sensoriel (vue et audition), examen staturo-pondéral (courbe de croissance et indice de masse corporelle), analyse d'urines;
- 4° l'examen clinique complet.

Le bilan est réalisé dans les locaux du service.

C. 4^e primaire

Le bilan obligatoire est un bilan partiel, qui comprend un examen sensoriel de la vue.

Il peut avoir lieu soit dans les locaux du service, soit à l'école dans un local jugé adéquat par le service ou le centre.

C. 6^e primaire

Le bilan obligatoire est un bilan complet, qui comprend :

- 1° le complément de l'anamnèse médicale et scolaire;
- 2° un questionnaire destiné aux élèves sur leurs habitudes de vie en relation avec leur santé; ce questionnaire précisera clairement que la réponse aux questions est facultative;

3° le bilan vaccinal, avec rattrapage des vaccinations;

4° l'examen biométrique : examen sensoriel (vue), examen statur pondéral (courbe de croissance et indice de masse corporelle), analyse d'urines;

5° l'examen clinique complet.

Le bilan est réalisé dans les locaux du service.

III. Dans l'enseignement secondaire et secondaire complémentaire.

A. 1^{re} accueil (1^{re} B), 1^{re} année complémentaire, 2^e générale et 5^e générale ou technique de transition

Le bilan obligatoire est un bilan complet, qui comprend :

1° le complément de l'anamnèse médicale et scolaire;

2° un questionnaire destiné aux élèves sur leurs habitudes de vie en relation avec leur santé; ce questionnaire précisera clairement que la réponse aux questions est facultative;

3° le bilan vaccinal, avec rattrapage des vaccinations;

4° l'examen biométrique : examen sensoriel (vue), examen statur pondéral (courbe de croissance et indice de masse corporelle), analyse d'urines;

4° l'examen clinique complet.

Le bilan est réalisé dans les locaux du service.

B. 2^e professionnelle et 4^e professionnelle ou technique de qualification

Le bilan obligatoire est un bilan complet, qui comprend :

1° le complément de l'anamnèse médicale et scolaire;

2° un questionnaire destiné aux élèves sur leurs habitudes de vie en relation avec leur santé; ce questionnaire précisera clairement que la réponse aux questions est facultative;

3° le bilan vaccinal, avec rattrapage des vaccinations;

4° l'examen biométrique : examen sensoriel (vue et audition), examen statur pondéral (courbe de croissance et indice de masse corporelle), analyse d'urines;

5° l'examen clinique complet orienté par rapport au choix professionnel.

Le bilan est réalisé dans les locaux du service.

C. 1^{re} année de la section "soins infirmiers"

Le bilan obligatoire est un bilan complet, qui comprend :

1° le complément de l'anamnèse médicale et scolaire;

2° un questionnaire destiné aux élèves sur leurs habitudes de vie en relation avec leur santé; ce questionnaire précisera clairement que la réponse aux questions est facultative;

3° le bilan vaccinal, avec rattrapage des vaccinations;

4° l'examen biométrique : examen sensoriel (vue et audition), examen statur pondéral (courbe de croissance et indice de masse corporelle), analyse d'urines;

5° l'examen clinique complet orienté par rapport au choix professionnel.

Le bilan est réalisé dans les locaux du service.

IV. Dans les centres de formation en alternance.

Le bilan obligatoire est un bilan complet, qui comprend :

1° le complément de l'anamnèse médicale et scolaire;

2° un questionnaire destiné aux élèves sur leurs habitudes de vie en relation avec leur santé; ce questionnaire précisera clairement que la réponse aux questions est facultative;

3° le bilan vaccinal, avec rattrapage des vaccinations;

4° l'examen biométrique : examen sensoriel (vue et audition), examen statur pondéral (courbe de croissance et indice de masse corporelle), analyse d'urines;

5° l'examen clinique complet orienté par rapport au choix professionnel.

Le bilan est réalisé dans les locaux du service.

V. Dans l'enseignement spécial.

Le bilan obligatoire est un bilan complet, qui comprend :

1° le complément de l'anamnèse réalisée pour l'orientation dans l'enseignement spécial;

2° le bilan vaccinal, avec rattrapage éventuel des vaccinations;

3° l'examen biométrique : examen sensoriel (vue et audition), examen statur pondéral (courbe de croissance et indice de masse corporelle), analyse d'urines;

4° l'examen clinique complet, orienté le cas échéant par rapport au choix professionnel.

Le bilan est réalisé dans les locaux du service, pour les élèves fréquentant l'enseignement spécial de type 1, 3 et 8.

Il est réalisé dans l'établissement d'enseignement, dans les locaux agréés sur base de la loi du 6 juillet 1970 sur l'enseignement spécial et intégré et de ses arrêtés d'application, pour les élèves fréquentant les autres types d'enseignement.

Les élèves fréquentant l'enseignement de type 5 peuvent être dispensés du bilan de santé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement du 13 juin 2002 fixant les fréquences, le contenu et les modalités des bilans de santé, en application du décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école;

Bruxelles, le 13 juin 2002.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 2623

[C — [2002/29354]

13 JUNI 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij wordt geregeld hoe dikwijls, volgens welke inhoud en op welke wijze de check-ups worden verricht, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school, inzonderheid op de artikelen 6, 9, 10 en 13;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 maart 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 21 maart 2002;

Gelet op het advies van de Commissie voor gezondheidspromotie op school, gegeven op 18 maart 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de vraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies nr. 33.297/4 van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2002, bij toepassing van artikel 84, lid 1,1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 13 juni 2002,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school;

2° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort;

3° ouders : de ouder(s) of de persoon of de instelling die met de bewaring van de minderjarige leerling ofwel door de ouders zelf ofwel door een openbare overheid werd belast;

4° de ambtenaar-geneesheer : de ambtenaar van de inspectie, bedoeld bij artikel 25 van het decreet, belast met de medische opdrachten van deze inspectie.

Art. 2. De volledige of gedeeltelijke verplichte check-ups worden in de volgende schooljaren verricht :

- in het kleuteronderwijs : in het 1° en 3° jaar;

- in het lager onderwijs : in het 2°, 4° en 6° jaar;

- in de eerste graad secundair onderwijs : in het 1° jaar opvang, het 1° aanvullend jaar, het 2° jaar algemeen onderwijs en het 2° jaar beroepsonderwijs;

- in de tweede en derde graad secundair onderwijs : in het 4° jaar van het beroepsonderwijs en het technische kwalificatie-onderwijs, en in het 5e jaar algemeen onderwijs en technisch doorstromingsonderwijs;

- in het aanvullend secundair beroepsonderwijs : in het 1° jaar van de afdeling «verpleegkundige zorg»;

- in de alternerende opleidings- en onderwijscentra : in het 1° jaar van het schoolbezoek van dit soort onderwijs en vervolgens om de twee jaar;

- in het buitengewoon onderwijs : in het 1° jaar van schoolbezoek van dit soort onderwijs, en vervolgens om de twee jaar.

De inhoud van de check-ups en de plaats waar ze worden verricht bedoeld bij lid 1 is nader bepaald in de bijlage.

De modaliteiten waarop de check-ups worden verricht, worden bepaald door de Minister.

Art. 3. De geneesheer verantwoordelijk voor de dienst of de geneesheer verantwoordelijk voor de schoolinrichting aangesteld door de directie van het centrum beslist over de specifieke aanvullende check-ups bedoeld bij artikel 6, § 2 van het decreet.

Onverminderd de toepassing van artikel 6, § 2 van het decreet moeten die check-ups verricht worden voor de nieuwkomers wanneer deze niet ingeschreven werden voor een schooljaar waarin een volledige verplichte check-up wordt verricht.

Over de bij lid 1 bedoelde beslissingen wordt een schriftelijke motivering aan de ouders of aan de meerderjarige leerling meegedeeld.

De dienst of het centrum houdt de motiveringen van de bij lid 1 bedoelde beslissingen ter beschikking van de ambtenaar-geneesheer.

Het hoofd van de inrichting wordt ingelicht over de organisatie van een aanvullende check-up.

Art. 4. De Minister bepaalt de vaccinatiekalender, waarin de vaccinaties worden vastgesteld die aan de ouders of aan de meerderjarige leerling moeten voorgelegd worden voor elk schooljaar waarin een inhaalvaccinatie in de bijlage is bepaald.

Tijdens de bij lid 1 bedoelde schooljaren, vóór het verrichten van de check-up worden de ouders of de meerderjarige leerling ingelicht over de mogelijkheid de in de vaccinatiekalender bepaalde inhaalvaccinaties door de dienst of het centrum te laten uitvoeren. Die vaccinaties worden toegediend wanneer een schriftelijke aanvraag door de ouders of de meerderjarige leerling werd ingediend.

Art. 5. De minimale duur van de prestaties gewijd aan de medische opvolging van de leerlingen belooft 70 %.

De minimumduur van de prestaties gewijd aan de invoering van de programma's ter bevordering van de gezondheid en voor de verbetering van een gezondheidsvriendelijk schoolmilieu belooft 20 %. Voor de berekening van deze minimale duur is het medisch personeel en het verpleegkundig personeel bevoegd voor de verwezenlijking ervan wat de diensten betreft en het medisch en paramedisch personeel wat de centra betreft.

Voor de berekening van deze minimale duur, wordt rekening gehouden met heel het schooljaar en al het personeel.

De gegevens over het opschrijven van deze prestaties worden opgenomen in het jaarverslag bedoeld bij artikel 26 van het decreet.

Art. 6. § 1. Bij de aanvang van elk schooljaar bezorgt de dienst of het centrum aan de ouders of de meerderjarige leerling inlichtingen over zijn actie en zijn rol inzake gezondheidspromotie op school.

Hij bezorgt eveneens de gegevens over de personeelsleden van de dienst of het centrum die tot de schoolinrichting behoren.

§ 2. Bij de eerste inschrijving in een schoolinrichting zendt de dienst of het centrum aan de ouders of de meerderjarige leerling een in te vullen vragenlijst om de medische basisanamnese van de leerling op persoonlijk en familiaal vlak in te winnen.

Deze anamnese wordt opgesteld volgens een type-model bepaald bij omzendbrief.

Zij bevat ten minste de volgende inlichtingen :

1° mededeling van de gegevens over de ouders, over de behandelende geneesheer en over de dienst van de « O.N.E. » en de dienst voor gezondheidspromotie op school die de leerling vroeger heeft gevolgd;

2° familiale en medische antecedenten;

3° stand van zaken voor de vaccinaties;

4° toelating een chemoprophylaxe of een vaccinatie toe te dienen, in geval van dringende noodzakelijkheid bij een ernstige epidemietoestand; deze toelating blijft geldig totdat een aanvullende anamnese wordt gevraagd, overeenkomstig § 3, behoudens andersluidend advies van de ouders.

§ 3. Voor elk schooljaar waarin een verplichte check-up wordt verricht, zendt de dienst of het centrum aan de ouders of aan de meerderjarige leerling een in te vullen vragenlijst om de aanvullende medische anamnese van de leerling te bekomen.

Deze anamnese verricht volgens een type-model bepaald bij omzendbrief actualiseert de bij § 2, lid 3 bedoelde gegevens.

Art. 7. De resultaten en de conclusies van elke check-up worden in een persoonlijk medisch dossier verzameld waarvan een type-model bij omzendbrief wordt bepaald.

De geneesheer die de check-up heeft verricht, geeft er kennis van aan de ouders of aan de meerderjarige leerling en, in geval van noodzakelijke opvolging, aan de behandelende geneesheer en aan de geneesheer van het PMS-centrum, binnen ten hoogste veertien dagen te rekenen vanaf de check-up.

Wanneer uit de check-up blijkt dat een psycho-medisch-sociale check-up nodig is, geeft de geneesheer er mededeling van aan de ouders of de meerderjarige leerling bij de mededeling van de resultaten van de check-up.

Binnen de bij lid 2 bedoelde termijn geeft hij de directeur van de inrichting kennis van de praktische schikkingen die nodig zijn om de leerlingen toe te laten in de best geschikte omstandigheden aan de leergangen deel te nemen.

Op het verzoek van het voor de inrichting bevoegd psycho-medisch-sociaal centrum deelt hij zijn conclusies ook mee aan het medisch personeel van dit centrum.

Art. 8. Wanneer bij toepassing van artikel 13, §§ 1 en 2 van het decreet de ouders of de meerderjarige leerling zich verzetten tegen de keuze van de dienst of het centrum, wordt dit verzet schriftelijk geformuleerd en uiterlijk 30 september bij een ter post aangetekende brief naar de dienst of het centrum doorgezonden.

De ouders of de meerderjarige leerling laten de check-up door een andere erkende dienst of door een ander centrum verrichten binnen de twee maanden te rekenen vanaf de datum van het verzenden van de aangetekende brief.

De dienst of het centrum belast met de check-up geven kennis van de resultaten en de conclusies aan de dienst of het centrum die met de opdrachten voor gezondheidspromotie op school door de schoolinrichting werd belast.

Art. 9. De geneesheer verantwoordelijk voor een dienst of het medisch personeel van het centrum ontvangt onverwijld het medisch dossier of de bescheiden ervan, op gewone aanvraag gericht tot de geneesheer verantwoordelijk voor een andere dienst, tot het medisch personeel van een ander centrum of tot de geneesheer van de «O.N.E.» die de leerling onder medisch onderzoek heeft gevolgd.

De bij lid 2 bedoelde geneesheer die liever een dossier niet doorzendt, bezorgt onverwijld een eensluidend verklaard afschrift van het origineel.

De dienst of het centrum dat een dossier heeft doorgezonden bewaart een spoor van die doorzending.

Art. 10. Voor de schooljaren 2002-2003 en 2003-2004, zijn de vormingprogramma's voor het personeel begrepen in het minimum van 20 % prestaties bedoeld bij artikel 5.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 13 juni 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

Bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2002 waarbij wordt geregeld hoe dikwijls, volgens welke inhoud en op welke wijze de check-ups worden verricht, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school

I. In het kleuteronderwijs.

A. 1° jaar kleuteronderwijs

De verplichte check-up is een gedeeltelijke check-up bestaande uit :

1° het inwinnen van de medische anamnese;

2° het verslag over de vaccinatie;

3° de ontwikkeling van gestalte en gewicht en bepaling van de groeicurve;

4° het sensorieel onderzoek (ogen en oren);

5° het medisch onderzoek van de K.N.O.-gedeelte en van mond en tanden;

6° het inwinnen van de opmerkingen van de leerkracht over het leven van de leerling op school.

Die check-up wordt tijdens het 3° trimester van het schooljaar verricht.

De check-up kan verricht worden ofwel in de lokalen van de dienst, ofwel op school in een aangepast lokaal waar het mogelijk is de vertrouwelijkheid te respecteren, op schriftelijk verzoek van de dienst of het centrum gericht tot de administratie, nadat zij haar schriftelijke toestemming heeft betuigd.

B. 2° jaar kleuteronderwijs

Voor de kinderen die niet hebben deelgenomen aan een gedeeltelijke check-up in het 1° jaar kleuteronderwijs, is er een gedeeltelijke check-up bepaald waarvan de inhoud gelijkaardig is aan de check-up verricht in het 1° jaar.

De check-up kan verricht worden ofwel in de lokalen van de dienst, ofwel op school in een lokaal dat door de dienst of het centrum als aangepast beschouwd wordt en waar het mogelijk is de vertrouwelijkheid te respecteren.

C. 3° jaar kleuteronderwijs

De verplichte check-up is een volledige check-up bestaande uit :

1° de aanvulling van de school- en medische anamnese;

2° het verslag over de vaccinatie;

3° het biometrisch onderzoek : sensorieel onderzoek (ogen en oren), onderzoek van gestalte en gewicht (groeicurve en cijfer van de lichaamsmassa), urine-onderzoek;

4° een volledig klinisch onderzoek;

5° de evaluatie van de neuro-motorische maturatie;

6° de opsporing van de eventuele spraakstoornissen.

De check-up wordt in de lokalen van de dienst verricht.

Een overleg per klas voor iedere leerling wordt met het bevoegd PMS-centrum gepleegd.

II. In het lager onderwijs.

A. 1° jaar.

Voor de kinderen die niet hebben deelgenomen aan een volledige check-up in het 3° jaar kleuteronderwijs, is er een volledige check-up bepaald waarvan de inhoud gelijkaardig is aan de check-up verricht in het 3° jaar kleuteronderwijs.

De check-up kan in de lokalen van de dienst verricht worden.

B. 2° jaar.

De verplichte check-up is een volledige check-up bestaande uit :

1° de aanvulling van de school- en medische anamnese;

2° het verslag over de vaccinatie, met inhaling van de vaccinaties;

3° het biometrisch onderzoek : sensorieel onderzoek (ogen en oren), onderzoek van gestalte en gewicht (groeicurve en cijfer van de lichaamsmassa), urine-onderzoek;

4° volledig klinisch onderzoek.

De check-up wordt in de lokalen van de dienst verricht.

C. 4° jaar.

De verplichte check-up is een gedeeltelijke check-up, waarin begrepen een sensorieel onderzoek van de ogen.

De check-up kan verricht worden ofwel in de lokalen van de dienst, ofwel op school in een lokaal dat door de dienst of het centrum als aangepast beschouwd wordt.

D. 6° jaar.

De verplichte check-up is een volledige check-up bestaande uit :

1° de aanvulling van de school- en medische anamnese;

2° een vragenlijst voor de leerlingen over hun leefgewoonten die verband houden met hun gezondheid; in die vragenlijst wordt duidelijk gezegd dat het antwoord op de vragen facultatief is;

3° het verslag over de vaccinatie, met inhaling van de vaccinaties;

4° het biometrisch onderzoek : sensorieel onderzoek (ogen), onderzoek van gestalte en gewicht (groeicurve en cijfer van de lichaamsmassa), urine-onderzoek;

5° volledig klinisch onderzoek.

De check-up wordt in de lokalen van de dienst verricht.

III. In het secundair en het aanvullend secundair onderwijs

A. 1° onthaal (1° B), 1° aanvullend jaar, 2° jaar algemeen onderwijs en 5e jaar algemeen of technisch doorstromingsonderwijs.

De verplichte check-up is een volledige check-up bestaande uit :

1° de aanvulling van de school- en medische anamnese;

2° een vragenlijst voor de leerlingen over hun leefgewoonten die verband houden met hun gezondheid; in die vragenlijst wordt duidelijk gezegd dat het antwoord op de vragen facultatief is;

3° het verslag over de vaccinatie, met inhaling van de vaccinaties;

4° het biometrisch onderzoek : sensorieel onderzoek (ogen), onderzoek van gestalte en gewicht (groeicurve en cijfer van de lichaamsmassa), urine-onderzoek;

5° volledig klinisch onderzoek.

De check-up wordt in de lokalen van de dienst verricht.

B. 2° jaar beroepsonderwijs en 4° jaar beroeps- of technisch kwalificatie-onderwijs

De verplichte check-up is een volledige check-up bestaande uit :

1° de aanvulling van de school- en medische anamnese;

2° een vragenlijst voor de leerlingen over hun leefgewoonten die verband houden met hun gezondheid; in die vragenlijst wordt duidelijk gezegd dat het antwoord op de vragen facultatief is;

- 3° het verslag over de vaccinatie, met inhaling van de vaccinaties;
- 4° het biometrisch onderzoek : sensorieel onderzoek (ogen en oren), onderzoek van gestalte en gewicht (groeicurve en cijfer van de lichaamsmassa), urine-onderzoek;
- 5° volledig klinisch onderzoek gericht t.o.v. de beroepskeuze.
- De check-up wordt in de lokalen van de dienst verricht.
- C. 1° jaar van de sectie « verpleegkundige zorg»
- De verplichte check-up is een volledige check-up bestaande uit :
- 1° de aanvulling van de school- en medische anamnese;
- 2° een vragenlijst voor de leerlingen over hun leefgewoonten die verband houden met hun gezondheid; in die vragenlijst wordt duidelijk gezegd dat het antwoord op de vragen facultatief is;
- 3° het verslag over de vaccinatie, met inhaling van de vaccinaties;
- 4° het biometrisch onderzoek : sensorieel onderzoek (ogen en oren), onderzoek van gestalte en gewicht (groeicurve en cijfer van de lichaamsmassa), urine-onderzoek;
- 5° volledig klinisch onderzoek gericht t.o.v. de beroepskeuze.
- De check-up wordt in de lokalen van de dienst verricht.
- IV. In de centra voor alternerende vorming
- De verplichte check-up is een volledige check-up bestaande uit :
- 1° de aanvulling van de school- en medische anamnese;
- 2° een vragenlijst voor de leerlingen over hun leefgewoonten die verband houden met hun gezondheid; in die vragenlijst wordt duidelijk gezegd dat het antwoord op de vragen facultatief is;
- 3° het verslag over de vaccinatie, met inhaling van de vaccinaties;
- 4° het biometrisch onderzoek : sensorieel onderzoek (ogen en oren), onderzoek van gestalte en gewicht (groeicurve en cijfer van de lichaamsmassa), urine-onderzoek;
- 5° volledig klinisch onderzoek gericht t.o.v. de beroepskeuze.
- De check-up wordt in de lokalen van de dienst verricht.
- V. In het buitengewoon onderwijs
- De verplichte check-up is een volledige check-up bestaande uit :
- 1° de aanvulling van de school- en medische anamnese gedaan met het oog op de oriëntering in het buitengewoon onderwijs;
- 2° het verslag over de vaccinatie, met inhaling van de vaccinaties;
- 3° het biometrisch onderzoek : sensorieel onderzoek (ogen en oren), onderzoek van gestalte en gewicht (groeicurve en cijfer van de lichaamsmassa), urine-onderzoek;
- 4° volledig klinisch onderzoek desgevallend gericht t.o.v. de beroepskeuze.
- De check-up wordt in de lokalen van de dienst verricht voor de leerlingen van het buitengewoon onderwijs van type 1, 3 en 8.
- De check-up wordt verricht in de schoolinrichting in de lokalen als aangepast beschouwd op basis van de wet van 6 juli 1970 over het buitengewoon en geïntegreerd onderwijs en zijn toepassingsbesluiten, voor de leerlingen van de andere onderwijstypes.
- De leerlingen van het onderwijstype 5 kunnen vrijgesteld worden van het gezondheidsverslag.
- Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 13 juni 2002 waarbij wordt geregeld hoe dikwijls, volgens welke inhoud en op welke wijze de check-ups worden verricht, bij toepassing van het decreet van 20 december 2001 betreffende de gezondheidspromotie op school.
- Brussel, 13 juni 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,



**13 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant fusion des établissements de promotion sociale de la Communauté française d'Arlon et d'Athus**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de Promotion sociale, notamment l'article 96bis;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1991 relatif aux fonctions, charges et emplois des membres des personnels de l'enseignement de Promotion sociale tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 octobre 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juillet 1996 modifiant, en ce qui concerne les membres du personnel dont l'établissement d'enseignement fait l'objet d'une fusion d'établissements, la réglementation relative aux statuts administratifs des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien primaire, spécial, moyen technique, artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendants de ces établissements et des membres du service d'inspection chargés de la surveillance de ces établissements;